Délégation permanente du
Conseil Municipal à Mr le Maire

D-2016/127
Délégation permanente du Conseil à M. le Maire délibération D20140177 du 4 avril 2014. Direction des Affaires Juridiques et du Contentieux. Compte-rendu au Conseil Municipal arrêté au 31 décembre 2015.

Monsieur Alain JUPPE, Maire, présente le rapport suivant :

Mesdames, Messieurs,

Par votre délibération n° D20140177 du 4 avril 2014 vous avez décidé de déléguer un certain nombre de compétences à M. le Maire pour la durée du mandat afin d'assurer une simplification et une meilleure efficacité dans la gestion des affaires courantes, conformément à l'article L 2122-22 du Code général des collectivités territoriales.

En application de l'article L 2122-23 du même code, le compte-rendu vous est fait ci-après des actions menées dans ce cadre par la Direction des Affaires Juridiques et du Contentieux arrêté au 31 décembre 2015.

INFORMATION DU CONSEIL MUNICIPAL

TABLEAU DES CONTENTIEUX 2015

N° d'ordre	Affaires traitées	Observations
	URBANISME	
1	Monsieur Bernard RELIAUD c/ Commune de Bordeaux - Recours pour excès de pouvoir tendant à l'annulation de la décision de non opposition à la déclaration préalable n° DP 033 063 13 Z 1279 accordée à Monsieur Olivier LARRAMENDY le 30 juillet 2013 pour la surélévation de son habitation sise 16, rue Francis MARTIN	Affaire pendante devant le Tribunal Administratif de Bordeaux
2	Monsieur Bernard RELIAUD c/ Commune de Bordeaux - Recours pour excès de pouvoir tendant à l'annulation de la décision de non opposition à la déclaration préalable n° DP 033 063 14 Z 1978 du 12 novembre 2014 accordée à Monsieur Olivier LARRAMENDY pour la surélévation de son habitation sise 16, rue Francis MARTIN.	Affaire pendante devant le Tribunal Administratif de Bordeaux
3	Monsieur Georges ROSSI c/ Commune de Bordeaux - Recours pour excès de pourvoir tendant à l'annulation du permis de construire n° PC 033 063 14 Z0096 accordé le 7 août 2014 pour la réalisation d'un changement de destination d'un immeuble existant en 5 logements et commerce, de travaux d'extension et de démolition sur un terrain sis 36, quai des Chartrons au bénéfice de la SARL PIEDRA	Affaire pendante devant le Tribunal Administratif de Bordeaux
4	Madame Sophie RAGOT c/ Commune de Bordeaux - Recours pour excès de pouvoir tendant à l'annulation de la décision d'opposition à la déclaration préalable n° DP 033 063 14 Z 0829 du 5 juin 2014 concernant des travaux de modification de la toiture de la maison de Madame Sophie RAGOT située 29, cours de Luze à Bordeaux	Affaire pendante devant le Tribunal Administratif de Bordeaux

5	Monsieur Joäo REBOLA c/ Commune de Bordeaux - Recours pour excès de pouvoir tendant à l'annulation de la décision de refus du 1er décembre 2014 du permis de construire n° PC 033 063 14 Z0384 prise à l'encontre de Monsieur Joäo REBOLA et concernant des travaux de démolition de reconstruction et d'extension de son habitation sise 12, impasse Gourdin à Bordeaux	Affaire pendante devant le Tribunal Administratif de Bordeaux
6	Monsieur Yannick SOULIE c/ Commune de Bordeaux - Appel du jugement du 4 décembre 2014 par lequel le Tribunal Administratif a rejeté la requête de M. SOULIE tendant à l'annulation de la décision d'opposition à la déclaration préalable n° DP 033 063 12Z 1795 du 15 octobre 2012 concernant des travaux de réhabilitation et d'extension d'appartements sis 19 rue des Trois Conils.	Affaire pendante devant la Cour Administrative d'Appel
7	Madame Fabienne LAGARRIGUE c/ Commune de Bordeaux - Recours pour excès de pouvoir tendant à l'annulation du permis de construire n° PC 033 063 14 Z 0114 délivré le 16 septembre 2014 à la SNC Vinci Immobilier pour des travaux de construction d'un ensemble de logement collectifs sur un terrain sis 46/48 rue Poyenne à Bordeaux	Affaire pendante devant le Tribunal Administratif de Bordeaux
8	Monsieur Julien LEBON c/ Commune de Bordeaux - Requête en appel du jugement du Tribunal Administratif de Bordeaux du 8 janvier 2015 rejetant la demande d'annulation du permis de construire n° 033 063 13 Z0418 délivré le 22 octobre 2013 à Monsieur DELABI pour la construction de logements sur un terrain sis 16, rue Paul Verlaine	Ordonnance du 1er octobre 2015 renvoyant l'affaire au Conseil d'Etat
9	Commune de Bordeaux c/ M. PASCAL - Appel du jugement du TA du 7 mai 2015 annulant un arrêté de préemption et condamnant la Ville de Bordeaux à verser à Monsieur PASCAL la somme de 35 euros en application de l'article R 761-1 et à payer une somme de 1200 euros au titre de l'article L 761-1.	Arrêt du 17 décembre 2015 rejetant la requête en appel

10	SARL ATELIER 30 c/ Commune de Bordeaux - recours tendant à l'annulation du permis de construire n° PC 033 063 14Z0445 accordé le 13 janvier 2015 à Madame Caroline RAISON pour des travaux de réhabilitation et de surélévation d'une maison sise 30, rue de Cheverus.	Affaire pendante devant le Tribunal Administratif de Bordeaux
11	Monsieur POUZET c/ Commune de Bordeaux - Recours pour excès de pouvoir tendant à l'annulation de la décision d'opposition à déclaration préalable de travaux du 08 décembre 2014 n° DP 033 063 14 Z2201 déposée pour des travaux de remplacement des fenêtres de l'immeuble sis 76 rue de la Rousselle à Bordeaux	Affaire pendante devant le Tribunal Administratif de Bordeaux
12	Monsieur Arnaud GUIRAO c/ Commune de Bordeaux - Recours pour excès de pouvoir tendant à l'annulation de l'arrêté du 19 février 2005 n° PC 033 063 14 Z0562 accordant un permis de construire à la SARL GAYA sur un terrain sis 29 rue Laurent Sens à Bordeaux.	Affaire pendante devant le Tribunal Administratif de Bordeaux
13	Monsieur COTTEL c/ Commune de Bordeaux - Recours pour excès de pouvoir tendant à l'annulation de l'arrêté de permis de construire modificatif numéro PC 033 063 13 Z0472 M02 délivré le 5 décembre 2014 pour la construction d'un maison individuelle sis 73, rue du Maréchal Joffre à Bordeaux.	Affaire pendante devant le Tribunal Administratif de Bordeaux
14	Monsieur Jean-Luc DUBOIS c/ Commune de Bordeaux - Recours en annulation du permis de construire modificatif n° PC 033 063 10 Z0745 MO1 accordé le 19 novembre 2014 à Monsieur et Madame DESALBRES afin de préciser l'emplacement affecté au stationnement des vélos dans leur projet de réhabilitation de l'immeuble sis 126 rue du Docteur Albert Barraud.	Jugement du Tribunal Administratif du 17 décembre 2015 donnant acte du désistement de Monsieur DUBOIS

15	SARL EMS c/ Commune de Bordeaux - Recours pour excès de pouvoir tendant à l'annulation de l'arrêté de retrait pour fraude du 20 janvier 2015 de la décision portant non opposition à la déclaration préalable n° DP 03306313Z2135 déposée pour un changement de destination d'un commerce en logement 129 rue de Belleville	Affaire pendante devant le Tribunal Administratif de Bordeaux
16	Monsieur Alain LABASSE c/ Commune de Bordeaux - Recours pour excès de pouvoir contre le PC n°033 063 15 Z0092 délivré le 16 avril 2015 à Monsieur BRUNEAU et Madame HARDY pour des travaux d'extension d'une maison sise 8 rue Paul Valéry	Ordonnance du 5 février 2016 donnant acte du désistement de Monsieur LABASSE
17	Monsieur Eric FOINKINOS c/ Commune de Bordeaux - Recours pour excès de pouvoir tendant à l'annulation du permis de construire n° PC 033 063 14 Z0478 accordé le 10 août 2015 à la SAS PIERRES DE CROISSANCE pour des travaux sis 130 cours de la Somme.	Affaire pendante devant le Tribunal Administratif de Bordeaux
18	Monsieur Jean CHARPENTIER c/ Commune de Bordeaux - Recours pour excès de pouvoir contre une opposition à une déclaration préalable n° DP 033 063 15 Z11381 demandée pour la division du terrain sis 7 allée Mistral à Bordeaux.	Affaire pendante devant le Tribunal Administratif de Bordeaux
19	M. et Mme Olivier MALAUZAT c/ Commune de Bordeaux - Référé suspension et recours en annulation du permis de construire n° PC 033 063 12 Z0715 accordé le 19 juin 2013 à l'EHPAD Terre Nègre pour la construction et la réhabilitation d'un EHPAD sur un terrain sis 95 rue Ernest Renan.	Ordonnance du 29 septembre 2015 donnant acte du désistement des requérants (référé) Ordonnance du 30 octobre 2015 donnant acte du désistement des requérants (fond)
20	Madame Françoise LEFRANCOIS c/ Commune de Bordeaux - Recours pour excès de pouvoir tendant à l'annulation du permis de construire n° PC 033 063 14 Z0388 accordé le 20 octobre 2014 à Monsieur Emmanuel GASTON pour des travaux de démolition partielle et d'extension de l'immeuble sis 24 rue Capdeville à Bordeaux.	Affaire pendante devant le Tribunal Administratif de Bordeaux
21	Monsieur Jean ARCHAMBEAUD c/ Commune de Bordeaux - Référé suspension et recours en annulation du permis de construire n° PC 033 063 14 Z 0249 accordé le 1er septembre 2014 à la SAS DFI pour des travaux de restauration d'un immeuble sis 37 rue de la Fusterie à Bordeaux.	Ordonnance du 2 juillet 2015 rejetant la recours en référé suspension Affaire au fond pendante devant le Tribunal Administratif de Bordeaux

22	Monsieur et Madame Alain BAREL c/ Commune de Bordeaux - Recours pour excès de pouvoir tendant à l'annulation du permis de construire modificatif n° PC 033 063 14Z0212 M01 accordé le 11 août 2015 à Madame Emine ABUKE pour des travaux de réhabilitation d'une habitation sise 24 rue Dubessan.	Affaire pendante devant le Tribunal Administratif de Bordeaux
23	Madame Marie-Christine BLIN c/ Commune de Bordeaux - Recours pour excès de pouvoir tendant à l'annulation des décisions d'oppositions aux déclarations préalables de travaux n° DP 033 063 14 Z2642, n° DP 033 063 14 Z2643 et n° DP 033 063 14 Z2644 des 13 et 15 décembre 2015 déposées pour des travaux d'extension et de modification des façades sud et ouest de la maison sise 36 rue d'Aubidey à Bordeaux.	Affaire pendante devant le Tribunal Administratif de Bordeaux
24	Madame Maria FERNANDEZ c/ Préfecture de la Gironde - Recours pour excès de pouvoir tendant à l'annulation du permis de construire n° PC 033 063 14 Z0291 accordé par l'Etat à Monsieur HENIN XAVIER pour des travaux de transformation d'un local en deux logements sur un terrain sis 54, rue Montfaucon à Bordeaux.	Affaire pendante devant le Tribunal Administratif de Bordeaux
25	Madame Afsaneh AFZALIAN c/ Bordeaux Métropole - Recours pour excès de pouvoir tendant à l'annulation de la déclaration préalable de travaux n° DP 033 063 11 Z1078 accordée le 5 août 2011 à Monsieur Michel KIRCH pour un changement de destination d'hébergement hôtelier en habitation d'un appartement sis 1, rue Jean Dandicolle, ainsi qu'à la condamnation de Bordeaux Métropole au remboursement de la somme de 65 665,36€ perçue au titre de la PNRAS.	Affaire pendante devant le Tribunal Administratif de Bordeaux
26	SARL FIRST INVEST c/ Commune de BORDEAUX - Référé suspension et recours en annulation de l'arrête du 8 octobre 2015 par lequel le Maire procède à l'abrogation du permis de construire n° PC 033 063 13 Z0415 délivré le 28 juillet 2014 à la SARL FIRST INVEST pour la construction d'une maison au 100 rue du Petit Cardinal à BORDEAUX.	Ordonnance du 26 novembre 2015 prononçant la suspension de l'arrêté d'abrogation et condamnant la Ville au paiement de 1200 euros de frais irrépétibles

27	Madame Anny LEITERER c/ Commune de Bordeaux - Recours pour excès de pouvoir tendant à l'annulation du permis de construire n° 033V063 14 Z 0487 délivré le 21 avril 2015 à Madame MINAULT pour des travaux de réhabilitation de l'ancienne Grande Poste de Bordeaux en Café Culture au 7, rue du Palais Gallien	Affaire pendante devant le Tribunal Administratif de Bordeaux
28	Madame Marie-Béatrice RIGEADE c/ Commune de Bordeaux - Recours pour excès de pouvoir tendant à l'annulation du permis de construire n° 033 063 14 Z0339 délivré le 20 avril 2015 à l'agence BERNARD BUHLER pour des travaux de surélévation de l'immeuble de bureau sis 3 rue Maurice à Bordeaux.	Affaire pendante devant le Tribunal Administratif de Bordeaux
29	Monsieur Christophe BEZIAT c/ Commune de Bordeaux - Recours pour excès de pouvoir tendant à l'annulation du permis de construire n° PC 033 063 15 Z0115 accordé le 25 septembre 2015 à la SAS Jeanne de Navarre pour des travaux de changement de destination et de restructuration d'un immeuble sis 39-41 cours d'Albret à Bordeaux.	Ordonnance du 27 janvier 2016 donnant acte du désistement de Monsieur BEZIAT
30	Madame Anne-Marie Rose GAUDUCHOU c/ Commune de Bordeaux - Recours pour excès de pouvoir tendant à l'annulation du permis de construire n° PC 033 063 15 Z0012 accordé à la SNC MOLLAT FRERES pour des travaux de changements de destination d'un garage en salle de conférence dans des locaux sis 8 et 8 bis rue de la Vieille Tour	Affaire pendante devant le Tribunal Administratif de Bordeaux
	FONCTION PUBLIQUE	
31	Ville de Bordeaux c/ Syndicat départemental CFDT Interco de la Gironde - Appel tendant à la réformation du jugement du Tribunal Administratif du 9 décembre 2014 annulant la délibération du 17 décembre 2012 en tant qu'elle procède à la transformation du poste de directeur du musée des arts décoratifs de Bordeaux en poste à recrutement contractuel.	Affaire pendante devant la Cour administrative d'appel
32	Madame Anne-Marie EYDELY c/ Ville de Bordeaux - Recours tendant à l'annulation de l'arrêté en date du 9 mars 2015 reconnaissant l'imputabilité au service de l'accident survenu le 16 septembre 2014 et fixant la date de consolidation de l'état de santé de l'agent au 28 septembre 2014	Affaire pendante devant le Tribunal Administratif

33	Madame Mélanie COLOMBEL c/ Ville de Bordeaux - Recours tendant à l'annulation de la décision implicite du 6 mai 2015 rejetant sa demande d'indemnisation du préjudice subi du fait de l'accident de service survenu le 18 septembre 2012 et à la condamnation de la Ville à lui verser la somme de 12 741.50 euros au titre de l'entier préjudice, assortie des intérêts au taux légal ainsi que de la capitalisation de ces derniers.	Affaire pendante devant le Tribunal Administratif
34	Madame Célyne ROULIERE c/ Ville de Bordeaux - Recours tendant à l'annulation de la décision procédant à la retenue sur traitement pour la période du 17 au 31 juillet 2014, au remboursement de la rémunération retenue et à la condamnation de la Ville de Bordeaux à rembourser la rémunération retenue et à la condamnation de la Ville à lui verser la somme de 5000 euros en réparation des préjudices financier et moral	Affaire pendante devant le Tribunal Administratif
35	Monsieur Alain SANCHEZ c/ Ville de Bordeaux - Requête en appel tendant à la réformation du jugement du Tribunal Administratif en date du 11 juin 2015 en ce qu'il a rejeté sa requête, l'annulation de l'arrêté en date du 29 juin 2012 par lequel le maire de la commune de Bordeaux a prononcé sa révocation et l'injonction au maire de la commune de Bordeaux de le réintégrer dans sa fonction de policier municipal.	Affaire pendante devant le Tribunal Administratif
36	Fonds d'indemnisation des victimes de l'amiante (FIVA) c/ Ville de Bordeaux - Recours tendant à la condamnation de la Ville à verser au FIVA la somme de 71800 euros aux fins de recouvrir les sommes versées par le fond à Monsieur MESSERI en réparation des préjudices liés à l'exposition de l'amiante	Affaire pendante devant le Tribunal Administratif
37	Fonds d'indemnisation des victimes de l'amiante (FIVA) c/ Ville de Bordeaux - Recours tendant à la condamnation de la Ville à verser au FIVA la somme de 18200 euros aux fins de recouvrir les sommes versées par le fond à Monsieur DOMICILE en réparation des préjudices liés à l'exposition de l'amiante	Affaire pendante devant le Tribunal Administratif
38	Madame Zohra DORBANE c/ Ville de Bordeaux - Recours aux fins d'annulation de l'arrêté en date du 3 juillet 2015 par lequel Monsieur le Maire a mis fin au stage de Madame DORBANE, d'injonction de réintégration de Madame DORBANE au sein des effectifs de la Ville ainsi que sa titularisation en qualité de puéricultrice territoriale, et à la	Affaire pendante devant le Tribunal Administratif

	condamnation de la Ville à lui verser les salaires non perçus.	
39	Madame Nathalie TAMBA c/ Ville de Bordeaux - Recours tendant à ce que soit reconnu la faute inexcusable de l'employeur, ordonné une expertise médicale afin d'évaluer l'intégralité des préjudices subis par la requérante, alloué une indemnisation provisionnelle de 5 000 euros.	Affaire pendante devant le Tribunal des Affaires de Sécurité Sociale de la Gironde
40	Commune de Bordeaux c/ Monsieur Michel PONS Appel du jugement du Tribunal correctionnel du 9 octobre 2014 condamnant Monsieur PONS à 24 mois d'emprisonnement dont 18 mois avec sursis pour soustraction, détournement ou destruction de biens d'un dépôt public par le dépositaire ou un de ses subordonnés et le condamnant à payer à la Ville la somme de 105 959,05 € en réparation du préjudice matériel et la somme de 1 000 € au titre de l'article 475-1 du code de procédure pénale	Arrêt de la Cour d'Appel en date du 7 avril 2015 confirmant le jugement déclarant coupable le prévenu et la peine prononcée et condamnant Monsieur PONS à payer à la Ville la somme de 110 963,28 €
	COMMANDE PUBLIQUE	
41	PSI INFO c/ Ville de Bordeaux - Référé précontractuel tendant à l'annulation de la procédure de passation du marché portant sur l'achat d'équipements et de solutions numériques pour l'éducation, les prestations de mise en œuvre et la maintenance sur site pour le compte du groupement de commande des communes de Bassens, Bruges, Bordeaux, Cenon, Le Bouscat et Lormont	Ordonnance du 4 juin 2015 rejetant le requête de PSI INFO
42	PSI INFO c/ Ville de Bordeaux - Recours tendant à l'annulation du marché public portant sur l'achat d'équipements et de solutions numériques pour l'éducation attribué à la société QUADRIA.	Affaire pendante devant le Tribunal Administratif
43	Société CREAT Services c/ Ville de Bordeaux - Référé précontractuel tendant à la suspension de la procédure de passation de marché passée par la Ville de Bordeaux pour le compte du Groupement de commandes avec le CCAS portant sur la maintenance des équipements de cuisine	Ordonnance du 4 janvier 2016 rejetant le requête de CREAT SERVICES
	POLICE ADMINISTRATIVE	
44	Ordonnance sur requête tendant à être autoriser par le juge à pénétrer dans	Ordonnance du Président Tribunal de Grande instance du 19 mars 2015 faisant droit à la

	l'immeuble sis 43-47 rue Dubourdieu aux fins de procéder d'office aux mesures conservatoires prescrites par arrêté municipal de péril imminent n°201421057 du 13 novembre 2014.	requête de la Ville
45	Commune de Bordeaux c/ Monsieur HUBERT BOURNAC - Immeuble menaçant ruine - Saisine du juge des référés aux fins de la désignation d'un expert pour caractériser l'imminence d'un péril	Ordonnance du Tribunal Administratif du 05 mars 2015 désignant un expert
46	Commune de Bordeaux c/ SARL Or collection comptoir des Minerais - Immeuble menaçant ruine - Saisine du juge des référés aux fins de la désignation d'un expert pour caractériser l'imminence d'un péril	Ordonnance du Tribunal Administratif du 22 mai 2015 désignant un expert
47	Commune de Bordeaux c/ Madame Gilberte POINSOT - Immeuble menaçant ruine - Saisine du juge des référés aux fins de la désignation d'un expert pour caractériser l'imminence d'un péril	Ordonnance du Tribunal Administratif du 21 mai 2015 désignant un expert
48	Commune de Bordeaux c/ Monsieur MEIRINHOS - Immeuble menaçant ruine - Saisine du juge des référés aux fins de la désignation d'un expert pour caractériser l'imminence d'un péril	Ordonnance du Tribunal Administratif du 22 mai 2015 désignant un expert
49	Commune de Bordeaux c/ Monsieur RODIER - Immeuble menaçant ruine - Saisine du juge des référés aux fins de la désignation d'un expert pour caractériser l'imminence d'un péril	Ordonnance du Tribunal Administratif du 22 mai 2015 désignant un expert
50	Ordonnance sur requête tendant à être autoriser par le juge à pénétrer dans l'immeuble sis 43 rue Jean Dumas aux fins de procéder d'office aux mesures conservatoires prescrites par arrêté municipal de péril imminent du 04 juin 2015.	Ordonnance du Président du Tribunal de Grande Instance du 29 juillet 2015 faisant droit à la requête de la Ville
51	Commune de Bordeaux c/ Madame NICOLAS - Immeuble menaçant ruine - Saisine du juge des référés aux fins de la désignation d'un expert pour caractériser l'imminence d'un péril	Ordonnance du Tribunal Administratif du 12 juin 2015 désignant un expert
52	Commune de Bordeaux c/ Monsieur MICAELO- Immeuble menaçant ruine - Saisine du juge des référés aux fins de la désignation d'un expert pour caractériser l'imminence d'un péril	Ordonnance du Tribunal Administratif du 26 juin 2015 désignant un expert
53	Commune de Bordeaux c/ Madame JOACHIM- Immeuble menaçant ruine - Saisine du juge des référés aux fins de la désignation d'un expert pour caractériser l'imminence d'un péril	Ordonnance du Tribunal Administratif du 21 décembre 2015 désignant un expert

54	SARL DAMADA "L'AVANT-SCENE" / COMMUNE DE BORDEAUX - Recours tendant à l'annulation de l'arrêté municipal n° 20155621 du 24 avril 2015 par lequel le maire de la commune de Bordeaux a prononcé la fermeture à minuit des débits de boissons et établissements de nuit dans le quartier du cours de l'Yser et la condamnation de la commune à lui verser 1 000€ au titre du L. 761-1 du CJA	Instance pendante devant le Tribunal Administratif
55	L'Avant scène et l'Ane qui tousse c/ Commune de BORDEAUX - Référé suspension contre l'arrêté municipal n° 20155621 du 24 avril 2015	Ordonnance du Tribunal Administratif du 8 juin 2015 - Rejet
56	Société NEW CITY c/ Commune de BORDEAUX - Référé liberté contre l'arrêté municipal n° 20155621 du 24 mars 2015	Ordonnance du Tribunal Administratif du 11 mai 2015 - Rejet
57	Monsieur Mohamed BOURIB c/ Commune de BORDEAUX - Recours pour excès de pouvoir tendant à l'annulation de l'arrêté municipal n°201505970 du 30 mars 2015 portant à 20 H00 la fermeture de l'épicerie Vival pour une durée de 60 jours.	Instance pendante devant le Tribunal Administratif
58	Commune de BORDEAUX c/ Madame Monique CAMOUS - Insalubrité - Saisine du Tribunal de Grande Instance en référé aux fins d'autorisation à pénétrer au domicile de Madame Monique CAMOUS	Ordonnance du Président du Tribunal de Grande Instance du 14 septembre 2015 - rejet pour incompétence
59	Commune de BORDEAUX c/ Madame Pauline BOOH - Insalubrité - Saisine du Tribunal de Grande Instance en référé pour se faire autoriser à pénétrer au domicile de Madame Pauline BOOH	Ordonnance du Président du Tribunal de Grande Instance du 10 juin 2015 faisant droit à la requête de la Ville
	DOMAINE PUBLIC	
60	Commune de BORDEAUX c/ Les occupants sans droit ni titre de l'équipement sportif "Gymnase promis" - Référé "mesures utiles" aux fins d'expulsion	Abandon de la procédure suite au départ volontaire des occupants
61	SCI UMAIR c/ Commune de BORDEAUX - Recours pour excès de pouvoir tendant à l'annulation de la décision de rejet du 05 janvier 2015 - refus d'octroi d'un droit de terrasse au droit de l'établissement sis 26-27 Place du Palais à BORDEAUX	Instance pendante devant le Tribunal Administratif
62	Monsieur SAAOUDI Mohamed c/ Commune de BORDEAUX - Recours pour excès de pouvoir tendant à l'annulation de l'arrêté municipal n°2015501565 du 23 janvier 2015 portant radiation du Marché de St-Michel	Instance pendante devant le Tribunal Administratif

63	Commune de BORDEAUX c/ les occupants sans droit ni titre de l'équipement sportif municipal " Stade du Loret à CENON - Référé "mesures utiles" aux fins d'expulsion	Abandon de la procédure suite au départ volontaire des occupants
64	Commune de BORDEAUX c/ les occupants sans droit ni titre de l'espace vert communal sis rue des Français Libres - Référé "mesures utiles" tendant à l'expulsion.	Ordonnance du Tribunal Administratif 26 mai 2015 enjoignant les occupants à libérer les lieux et autorisant le recours à la force publique en cas de non respect.
65	Monsieur Mohamed AGHARBEN c/ Commune de BORDEAUX - Recours pour excès de pouvoir tendant à l'annulation de l'arrêté municipal n° 201504367 du 3 mars 2015 par lequel Monsieur le Maire a prononcé la radiation du requérant suite à une absence pour congés maladie.	Instance pendante devant le Tribunal Administratif
66	Monsieur Raoul PAILLE c/ Commune de BORDEAUX - Recours en annulation contre la décision du 11 mai 2015 tendant au rejet de la demande de création d'un emplacement de stationnement réservée aux personnes à mobilité réduite 5 rue Charlevoix de Villers.	Instance pendante devant le Tribunal Administratif
67	Commune de BORDEAUX c/ les occupants sans droit ni titre sis 17 cours Barbey à BORDEAUX - Référé "mesures utiles" tendant à l'expulsion.	Ordonnance du Tribunal Administratif 8 octobre 2015 enjoignant les occupants à libérer les lieux et autorisant le recours à la force publique en cas de non respect.
68	SARL SEE BENNACEUR c/ Commune De BORDEAUX - Recours de plein contentieux tendant à l'indemnisation de la SARL BENNACEUR du préjudice subi du fait du retrait du titre d'occupation temporaire du domaine public de la Ville	Instance pendante devant le Tribunal Administratif
	DIVERS	
69	SNC BROCHON PUY PAULIN c/ Ville de Bordeaux - Appel du jugement rendu par le juge de l'exécution du TGI de Bordeaux le 13 janvier 2015 déclarant irrecevable la société BROCHON PUY PAULIN en sa contestation des deux titres exécutoires émis à son encontre et irrecevable en son opposition aux poursuites à l'encontre de la Commune de Bordeaux et du Receveur des Finances de Bordeaux	Affaire pendante devant la Cour d'appel de Bordeaux

70	SNC BROCHON PUY PAULIN c/ Ville de Bordeaux - Appel à l'encontre du jugement rendu le 22 septembre 2015 par le Tribunal de Grande Instance de Bordeaux déboutant la SNC de ses demandes tendant à l'annulation des deux titres exécutoires émis le 16 juillet 2014 et le versement de la somme de 1 558 880.35 euros.	Affaire pendante devant la Cour d'appel de Bordeaux
71	Madame Christiane BOUTOLLEAU c/ Commune de Bordeaux Recours indemnitaire - Sinistre causé par une borne	Affaire pendante devant le Tribunal Administratif
72	Madame Odette GATT c/ Régie Personnalisée de l'Opéra de Bordeaux et Commune de Bordeaux Recours au fond - désignation d'un expert médical aux fins de déterminer les conséquences de l'accident dont elle a été victime à l'Opéra le 31 mars 2012	Affaire pendante devant le Tribunal Administratif
73	Madame Houira FOUIRAT c/ Commune de BORDEAUX - Indemnisation du préjudice pour dommage de travaux publics (chute accidentelle sur la voie publique)	Affaire pendante devant le Tribunal Administratif
74	Monsieur Geoffrey SEDZE c/ Commune de BORDEAUX - recours en annulation - Remboursement des frais de découvert - crèche	Affaire pendante devant le Tribunal Administratif
75	SARL BENNACEUR c/ Commune de BORDEAUX - Requête tendant à la contestation de l'avis de somme à payer n° 201510000004970129211 du 13 aout 2015	Affaire pendante devant le Tribunal Administratif
76	Monsieur BENNACEUR c/ Ville de BORDEAUX - Appel de l'ordonnance de référé du 02 mars 2015 reconnaissant que la SARL Bennaceur est occupant sans droit ni titre du local sis cours Victor Hugo et autorisant la Ville à procéder à son expulsion.	Mémoire en désistement du requérant
77	Monsieur DAVID LUTHARD c/ Recettes des finances Bordeaux Municipales - recours en annulation contre le titre de recette 20151010000056000109 du 16 03 2015.	Affaire pendante devant le Tribunal Administratif
78	Yacine BOUCHARMA es qualité de syndic du 21 place de la Ferme de Richemont c/ Société MV 11 à l'enseigne "Kiwi Bar" - Référé expertise en vue de décrire les désordres affectant l'immeuble sis 21 place de la Ferme de Richemont à la suite des travaux de réfection des réseaux d'assainissement et de déterminer leur origine, le coût des travaux nécessaires pour y remédier ;	Ordonnance du tribunal Administratif du 19 juin 2015 - Fait droit aux conclusions de la Ville : Mise hors de cause de la Ville de BORDEAUX

79	Monsieur Philippe BARATON c/ Commune de BORDEAUX	Affaire pendante devant le Tribunal Administratif
80	Monsieur Guillaume François LATAPY C/ COMMUNE DE BORDEAUX et autres - Assignation en référé préventif aux fins de désigner un expert missionné pour constater l'état des immeubles mitoyens et prescrire les mesures conservatoires utiles avant la réalisation des travaux de démolition d'un immeuble sis 37 rue Barennes à BORDEAUX (section PA n°254).	Ordonnance du Tribunal de Grande Instance du 17 juillet 2015 désignant un expert. (Expertise en cours)
81	Société BOUYGUES IMMOBILIER - SCI GINKO COMMERCE C/ COMMUNE DE BORDEAUX et autres - Assignation en référé préventif aux fins de désigner un expert missionné pour constater l'état des immeubles mitoyens et prescrire les mesures conservatoires utiles avant la réalisation des travaux de construction d'une opération immobilière (Parcelles cadastrales n°TH 37 à TH 40 , TC 144 et 145)	Ordonnance du tribunal de Commerce du 20 novembre 2015 désignant un expert. (Expertise en cours)
82	SARL LES PATIOS DE NANSOUTY c/ Commune de BORDEAUX - Assignation en référé préventif aux fins de désigner un expert missionné pour constater l'état des immeubles mitoyens et prescrire les mesures conservatoires utiles avant la réalisation des travaux de construction d'une résidence dénommée "LES PATIOS DE NANSOUTY", sise 252 rue de Bègles à Bordeaux.	Ordonnance du Tribunal de Grande Instance du 5 octobre 2015 désignant un expert.
83	SAS EIFFAGE IMMOBILIER ATLANTIQUE - SA MESOLIA HABITAT c/ commune de Bordeaux et autres - Assignation en référé préventif aux fins de désigner un expert missionné pour constater l'état des immeubles mitoyens et prescrire les mesures conservatoires utiles avant la réalisation des travaux de construction d'une opération immobilière pour la réalisation de 6 immeubles situés Ilot C10 au Bassin à Flot.	Ordonnance du Tribunal de Grande Instance du 16 novembre 2015 désignant un expert. (Expertise en cours)